Une décennie de luttes et de changements en Amérique latine

José Seoane, Clara Algranati et Emilio Taddei[1]

La délégitimation du néolibéralisme, à laquelle ont participé les mouvements sociaux latinos dès les années 1990, a fait place à la confrontation entre trois projets distincts : néodéveloppementaliste (Argentine, Brésil…), socialiste (Venezuela, Bolivie…) et… libéral-conservateur (Mexique, Colombie…). Portés par la croissance, les trois consolident la primarisation de l'économie et l'extractivisme, en dépit des contestations sociales.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, la période qui s'étend de la fin des années 1990 au début du 21e siècle porte le sceau d'une profonde remise en question, celle de l'hégémonie et de la légitimité du modèle capitaliste néolibéral que les précédentes décennies ont vu se développer au sein même de la région. Une telle remise en question résulte de la conjonction entre l'émergence de mouvements populaires depuis le milieu des années 1990 et l'impact social généré par un nouvel épisode de récession et de crise économique au niveau régional.

La crise de légitimité du néolibéralisme s'est manifestée, entre autres, sous la forme d'une crise hégémonique caractérisée par la capacité de destitution que sont parvenues à acquérir les classes et les groupes subalternes dont les actions, entre 2000 et 2005, ont précipité la chute de six gouvernements[2] et ont, dans de nombreux

1. Respectivement sociologues et politologue, professeurs à l'Universidad nacional de Buenos Aires, membres du Grupo de estudios sobre América Latina y el Caribe (GEAL).
2. Ceux de Jamil Mahuad (2000) et de Lucio Gutiérrez (2005) en Équateur, de Gonzalo Sanchéz de Losada (2003) et de Carlos Mesa (2005) en Bolivie, de Fernando de la Rua

cas, ouvert la voie à des changements significatifs. La manifestation de cette même crise s'est aussi exprimée à travers la formation de majorités électorales et de coalitions partisanes, critiques des politiques appliquées au cours des années passées.

Quoique ce processus adoptât des formes variées en fonction des différentes expériences nationales, cette période provoqua une fracture de l'hégémonie néolibérale et de la pensée unique, entraînant l'échec (ou le report) des initiatives de « recolonisation » continentale et suscitant de nouveaux espoirs en matière de transformation sociale et de perspectives émancipatrices. Cette dynamique fit de « notre Amérique », l'un des territoires les plus actifs au monde sur le terrain de la résistance et des alternatives au capitalisme néolibéral.

L'évaluation de ces transformations, des forces en action et de l'approche à adopter face aux défis à relever a suscité, et suscite encore, d'intenses débats au sein de la pensée critique latino-américaine. Le changement de décennie, presque dix ans après le début du processus dont nous venons d'ébaucher une description, est pour nous l'occasion de tirer un bilan général sur les « grandes » tendances et sur des processus déjà « matures ».

D'emblée, il nous incombe de mettre en garde contre la tentation de regarder ces dix années comme une période homogène, qui aurait suivi une évolution linéaire, dont les issues étaient certaines. Au contraire, il est préférable de considérer ce déroulement comme une série de batailles gagnées et perdues, qui précipitent, ralentissent ou réorientent les dynamiques sociopolitiques. À cette fin, il nous semble intéressant de nous pencher sur cinq questions (peut-être trop schématiques) qui, selon nous, peuvent nourrir la réflexion sur les défis posés par le projet émancipateur de construction d'une autre Amérique.

Trois projets en concurrence, trois moments de confrontation

Si nous pouvons affirmer que les premières années de la décennie 2000 ont été marquées par l'apparition et la progression d'une

(2001) en Argentine et de Alberto Fujimori (2000) au Pérou. Il faut y ajouter l'opposition victorieuse du peuple vénézuélien à la tentative de coup d'État de 2002, la caravane zapatiste « pour la dignité indigène » au Mexique en 2001 et, à l'échelle continentale, l'échec relatif du projet Alca (Zone de libre-échange des Amériques) lors du troisième Sommet des Amériques en 2005.

crise de légitimité du néolibéralisme (dont l'intensité et les caractéristiques variaient en fonction des pays), les années suivantes ont vu à l'œuvre les différents processus de cristallisation sociopolitique destinés à sortir de la crise, sur fond d'un nouveau cycle de croissance économique régional. La fracture de l'hégémonie néolibérale capitaliste a ainsi ouvert la voie à un paysage latino-américain beaucoup plus hétérogène.

Dans une partie de « notre Amérique », les forces conservatrices ont mis en échec ou ont neutralisé les aspirations au changement. Dans ces régions, le modèle s'est inscrit dans la continuité, à quelques renouvellements près. Qualifié de « *néolibéralisme de guerre* » (Gonzáles, 2002), le projet s'est caractérisé par l'approfondissement de la matrice extractive exportatrice sous contrôle transnational et par un processus de recolonisation politico-économique (exprimé notamment par la signature de traités de libre-échange avec les États-Unis et un redéploiement militaire de ces derniers).

L'objectif était de légitimer, par le biais d'un nouvel « état de nature » hobbésien, un processus de militarisation des rapports sociaux, destiné à criminaliser et à discipliner la vie et l'action des secteurs subalternes, et plus particulièrement des plus touchés par l'intensification du modèle d'accumulation. Le gouvernement frauduleux de Felipe Calderón au Mexique et sa prétendue « guerre contre le narcotrafic » en constitue un parfait exemple. Dans sa lutte contre les narcotrafiquants, le gouvernement mexicain a ouvert un cycle de violence dont le bilan, au terme de cinq années, s'élèvera à quelque 45 000 morts et entraînera la promotion publique, aux États-Unis, de l'équivalent d'un « plan Colombie » pour le Mexique.

C'est en Amérique du Sud que se concentrent les principales expériences d'où semblent jaillir des pistes pour sortir du néolibéralisme. L'évaluation de ces expériences, de leurs contrastes, de leurs ressemblances, mais aussi de l'horizon post-néolibéral qu'elles promettent est sujette à discussion. Nous en proposons une lecture basée sur la distinction entre deux projets, en plus de celui – « néolibéral-conservateur » – dont on vient de faire mention.

Empruntant à la rhétorique régionale des années 1950-1970[3], on qualifiera de « néodéveloppementaliste » le premier de ces deux

3. Le « *desarrollismo* » (développementalisme) a occupé une place importante dans l'histoire latino-américaine de la seconde moitié du 20e siècle. Conjointement aux objectifs d'industrialisation et de modernisation des sociétés des pays périphériques, le concept prit dans la région un sens spécifique, à la lumière des expériences national-populistes

projets, principalement à l'œuvre en Argentine et au Brésil. Parmi ses caractéristiques, figurent son aspiration à rétablir l'autorité de l'État et son rôle dans le soutien de certaines activités industrielles, ainsi que sa recherche d'une meilleure insertion dans le cadre de la mondialisation capitaliste. La restitution du monopole de la politique à l'État et aux médiations partisanes s'appuie parallèlement sur une certaine reprise de l'emploi et une série de politiques sociales compensatoires, à caractère massif. Les changements survenus ainsi au sein des politiques publiques ont supposé un démantèlement des instruments et des orientations néolibérales, qui prévalaient dans les années 1990. Mais la combativité et la puissance des classes subalternes sont restées confinées à l'intérieur du bloc dominant et de son horizon sociétal, restreignant les transformations à l'équilibre et à la portée des pactes conclus en son sein.

On fera référence au second projet qui s'esquisse sur la scène sociopolitique régionale comme au « socialisme du 21e siècle » ou au « socialisme communautaire ». Ce projet nous renvoie à un projet populaire de changement social que nous avons qualifié jadis de « processus constituant »[4] (Seoane, 2008) et que l'on peut observer dans les expériences vénézuelienne, bolivienne et, jusqu'à un certain point, équatorienne, bien que sa cristallisation soit en deçà ou au-delà de celle d'un gouvernement, des politiques publiques ou d'un État, dans la mesure où sa force réside dans la praxis des secteurs subalternes et son horizon dans un changement sociétal.

Dans son sens le plus fort, ce projet aspire à la transformation de la matrice libérale coloniale de l'État, par le biais d'une démocratisation radicale de la gestion des affaires communes et d'une redistribution de la richesse, sur base de l'appropriation et de l'administration publique des secteurs économiques les plus dynamiques et/ou stratégiques.

Les conflits et les rapports de force entre ces trois projets distincts, « conservateur », « développementaliste », « socialiste », ouvrent une perspective permettant d'analyser tant les différents

---

(le premier « péronisme » en Argentine, le « varguisme » au Brésil) et de la « théorie du développement » de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL). Le « développementalisme réel », souvent sous régimes dictatoriaux, chercha à concilier aspirations d'industrialisation, présence déterminante du capital étranger et schémas de distribution régressifs.

4. En référence au fait que des processus de profondes réformes constitutionnelles ont été menés au nom de ce projet.

processus en cours dans notre région que la dynamique de la conflictualité au sein des différents pays et le rôle respectif des acteurs en présence.

Cela étant, en fin de décennie, divers signaux ont marqué le début d'une nouvelle étape dans la confrontation régionale. Nouvelle étape caractérisée d'abord par une offensive restauratrice des pouvoirs impériaux et des secteurs nationaux conservateurs, à la faveur de la crise économique internationale qui s'est ouverte en 2008 ; ensuite, par le coup d'État au Honduras en juin 2009, signe manifeste de la relance de l'initiative des États-Unis sur le continent pour neutraliser les processus de changement en cours et pour reprendre le contrôle d'un territoire qu'ils considèrent comme leur zone d'influence naturelle.

Classes et mouvements sociaux : défis des « sujets » du changement social

Dans nombre de cas, ces nouvelles offensives conservatrices ont puisé leur force dans un contexte « préétabli » d'affaiblissement (d'« échec relatif », de « recul », de « reflux »… selon les pays) de la capacité de lutte et de la « centralité » des classes subalternes et de leurs projets de changement. Le but était de faciliter l'exercice de pareils dispositifs hégémoniques qui tendent de façon permanente à les camoufler en déplaçant la compréhension des dynamiques sociopolitiques vers d'autres acteurs, figures ou domaines d'action comme l'État, les gouvernements ou les leaderships politico-partisans.

Un regard vers le passé récent offre toutefois un panorama bien différent, dans lequel les résistances au régime néolibéral plongent leurs racines dans le cycle de conflits sociaux qui a débuté dans la région vers le milieu des années 1990. Cycle auquel ont effectivement participé certains groupes subalternes (particulièrement les plus touchés par la logique de dépossession du capitalisme contemporain) qui, dans des conditions extrêmement difficiles de grande asymétrie des forces en présence, ont construit des cadres identitaires, des organisations et des dynamiques d'action collective qualifiées de « mouvements sociaux ».

L'utilisation généralisée de ce concept (« mouvement social ») dans le domaine de la pensée critique, au-delà des ambiguïtés et des différentes interprétations qu'il implique, a permis dans un premier temps d'identifier et, dans une certaine mesure, de rendre compte

des nouveautés qui caractérisaient les « sujets » de la confrontation anti-néolibérale. La compréhension exacte de ces nouveautés reste toutefois tributaire de la récupération et de la rénovation de la perspective de l'« analyse de classe », à la lumière des expériences historiques récentes et dans une vision non déterministe du changement social (Seoane, Taddei et Algranati, 2008).

L'identité paysanne, indigène et/ou territoriale-urbaine de beaucoup de ces mouvements a ouvert le débat sur les « sujets » de l'émancipation, débat qui trouve aujourd'hui dans la notion de sujet émancipatoire « pluriel et complexe » le point de départ indispensable pour rendre compte du caractère multidimensionnel de la transformation. Cette question avait déjà été mise en avant par le passé dans d'autres mouvements, comme celui des femmes, le féminisme et celui de la reconnaissance de la diversité sexuelle, dont les luttes et les apports au projet émancipatoire sont également restés longtemps invisibles.

La praxis de ces mouvements (particulièrement le mouvement indigène avec sa mise en question du modèle colonial du pouvoir) a renouvelé et enrichi les programmes et les horizons, avec une profondeur stratégique qui réclame encore d'être assumée dans toute sa dimension pour être cohérente avec la maxime de Mariátegui qui stipule que le socialisme indo-américain ne peut surgir ni du calque ni de la copie.

Nés des profondeurs des forêts et des montagnes latino-américaines, des périphéries des grands domaines agricoles, des circuits commerciaux et des grandes villes, ces mouvements se sont constitués avec une capacité d'articulation et un poids social tels que leur influence s'est amplifiée, par le biais de mobilisations et de soulèvements, depuis ces périphéries jusqu'au centre économique et politique de l'espace national. Dépossédées ou menacées d'expropriation, craignant pour leurs terres, leur travail et leurs conditions de vie, beaucoup de ces organisations ont trouvé une identification politique dans leur dépossession (les sans-terre, les sans-travail, les sans-abri), dans les conditions sociopolitiques sur lesquelles s'érigeait la dépossession (les indigènes) ou dans la logique de vie communautaire menacée (les mouvements d'habitants, les assemblées citoyennes).

Dans le cycle de résistance au néolibéralisme, ils se sont entrecroisés et parfois ont convergé avec d'autres sujets urbains, où de nouveaux processus d'organisation avaient également lieu : les

travailleurs (particulièrement ceux du secteur public), les étudiants et les jeunes, les classes moyennes appauvries… L'amplitude et la brutalité de l'appropriation et de la concentration du revenu et de la richesse en période néolibérale ont jeté les bases matérielles de ces convergences. Les secteurs subordonnés émergèrent avec une intensité suffisante pour que leurs insurrections entraînent non seulement la chute de gouvernements, mais aussi la légitimation de la rue comme moteur de la souveraineté populaire recouvrée. Ont joué un rôle décisif les alliances avec les secteurs urbains et l'initiative de porter la lutte jusqu'aux grandes villes, à la faveur des effets de la crise économique qui toucha la région et se prolongea, avec une intensité variable, de 1998 à 2003.

Par la suite, le redressement économique déboucha, dans de nombreux cas, sur une importante croissance et sur l'élargissement du noyau de bénéficiaires qui caractérisait le néolibéralisme des années 1990. Ces deux facteurs ont été non négligeables dans la rupture du « front unique » anti-néolibéral et dans l'isolement, la fragmentation, la neutralisation politique et le corporatisme qui, bien souvent, se sont imposés dans la lutte sociale et dans la logique d'action des groupes subalternes.

Ainsi, que ce soit par le projet du « néolibéralisme armé » et son appel à plus de sécurité ou par le « néodéveloppementalisme » et ses avancées politiques et économiques, une grande partie des classes et groupes subalternes s'est alignée sur la construction du bloc dominant ou a apporté son soutien à la lutte en cours au sein même de ce dernier. Les menaces et les limites de ces deux projets soulignent l'importance du défi posé par la découverte de chemins alternatifs (toujours complexes, bien sûr) de construction d'un réel projet de transformation sociale autonome, porté par les secteurs populaires. Aborder ce défi passe par demander à ceux qui, lors de précédents débats, jetèrent l'anathème sur l'« autonomie », s'ils n'ont pas « jeter le bébé avec l'eau du bain » ?

État et autonomie : sortir de la matrice libérale coloniale, un défi

Parmi les caractéristiques des mouvements sociaux de ces dernières décennies, l'on trouve une praxis qui réactualise et enrichit la proposition d'autonomie des secteurs subalternes et des projets de changement social passés. Une série de pratiques collectives liées à l'autogestion, à la satisfaction de certaines nécessités sociales ou

à des formes de gestion autonome des affaires publiques a ainsi fait écho à l'une des propositions les plus connues des autonomies territoriales indigènes. Selon nous, il ne s'agissait pas, comme ce put être interprété parfois, d'un « autonomisme autiste », « individualiste » ou « micro-politique », mais plutôt d'un réel projet de changement social construit dans la tension même de groupes sociaux à qui l'État et le marché ne permettaient pas de vivre, mais qui ne pouvaient vivre sans l'État et hors du marché (Quijano, 2004).

Dans le sens d'un projet populaire de changement social, l'autonomie implique une remise en question radicale de la matrice libérale coloniale de l'État qui va de pair avec la revendication d'une stricte démocratisation de la gestion des affaires publiques. Toutefois, ce potentiel critique s'est souvent heurté à des incompréhensions, faute de considérer l'autonomie comme fondamentalement liée à l'environnement politico-étatique et à force de l'assimiler à la perspective libérale qui sépare société politique et société civile. Il n'en est devenu que plus difficile de comprendre que l'autonomie, projet qui précède et dépasse l'État, se fonde sur des rapports de confrontation avec les classes et les groupes dominants.

Ces difficultés se sont accentuées quand les différentes propositions destinées à sortir du néolibéralisme (première partie des années 2000) supposèrent, certes de différentes manières, un « retour de l'État ». Ce fut cependant dans un sens bien différent de celui qu'avait prévu la majorité des critiques de l'« autonomisme ingénu », qui puisèrent aussi, volontairement ou pas, dans la lecture binaire « État-société civile », classique de la pensée libérale, en optant, dans ce cas, pour le terme étatique. En 2004, Francis Fukuyama (l'un des chantres les plus connus de la « mondialisation néolibérale » des années 1990) mit lui-même en garde contre les dangers d'une compréhension exagérée du « consensus de Washington », en appelant à des États forts pour garantir la gouvernance néolibérale (Fukuyama, 2004)…

Le « néolibéralisme armé » put réprimer alors les mouvements critiques et criminaliser l'action collective des secteurs subalternes. Le nombre en hausse d'activistes assassinés, poursuivis, menacés, emprisonnés et condamnés sur notre continent n'est qu'un tragique indicateur de la tendance. En conséquence, les campagnes contre la criminalisation et pour la libération des prisonniers sont peu à peu devenues durant les dernières années l'une des principales actions des mouvements et des convergences continentales.

La stratégie « néodéveloppementaliste » passa donc également par un renforcement de l'État qui récupéra, pour lui et pour les médiations partisanes légitimes, le monopole de la politique publique, renvoyant ainsi les mouvements sociaux à leur rôle libéral classique, à savoir celui de défenseurs des intérêts particuliers dans le domaine social, mobilisés par la possibilité d'obtenir certaines satisfactions corporatives… Ainsi, la décapitation ou l'intégration du projet politique germé dans la pratique des mouvements sociaux constitue le revers de la restauration de légitimité d'une élite politico-professionnelle, dont fait d'ailleurs désormais partie certains des leaders de ces mouvements. Les deux stratégies ont agi de concert, ainsi que le prévoit la vieille idée des deux visages de la domination à laquelle se référait déjà Gramsci et tant d'autres. Elles ont joué un rôle central dans l'échec et la régression de la capacité d'action des classes subalternes.

Par ailleurs, les progrès du projet populaire de changement social à l'œuvre dans les expériences bolivienne et vénézuélienne en particulier, se sont manifestés quant à eux dans les efforts visant à construire une démocratie participative et un État plurinational. La richesse et la radicalité de ce programme ont nécessairement impliqué une période de transition reposant sur l'utilisation de la vieille machinerie politico-bureaucratique de l'État pour sa propre transformation. L'absence de cadres préparés pour pareille tâche, l'imposition croissante d'une caste de professionnels et de spécialistes, la bureaucratisation, la corruption et finalement la cooptation « par lui-même » de l'appareil étatique et de son « efficacité » se sont combinées avec les hauts et les bas qui traversent habituellement la dynamique d'activation des classes subalternes, pour déboucher sur certains replis particularistes ou corporatistes.

Cela étant, ces expériences sont loin d'appartenir au passé. Leur analyse nous force à distinguer le gouvernement du processus, et nous renvoie à la complexité des rapports de forces, des organisations et des groupes sociaux (en particulier des secteurs subalternes) qui luttent au sein du projet de changement en cours. Il a déjà été dit, lors de révolutions passées, et il a été rappelé durant les dernières années, au sujet des expériences de notre continent, que, bien souvent, les forces et les progrès d'un processus révolutionnaire se révèlent en réponse à une réaction de contre-révolution.

Projets et débats en matière de relations internationales

Les trois projets proposés pour notre analyse ont en commun un élément : ils reposent en grande partie sur l'exploitation et sur l'exportation des ressources naturelles. Le premier (« libéral-conservateur ») le fait au bénéfice presque exclusif du capital transnational et de ce qui s'y rattache ; le deuxième (« néodéveloppementaliste ») en appelle à une plus grande régulation publique et à l'appropriation étatique d'une partie de la rente ; tandis que le troisième (« socialiste ») met en avant la propriété publique des ressources et un processus de redistribution des revenus.

Le profil exportateur des trois modèles se différencie aussi dans les orientations adoptées en matière de politique internationale et de relations avec le marché mondial. Les changements sont apparus avec l'échec relatif du projet de Zone de libre-échange des Amériques (Alca) en 2005, les frustrations au sortir des négociations de l'OMC à Seattle en 1999 et à Cancún en 2003 et la perte de légitimité progressive du FMI. L'échec de l'Alca en particulier a marqué le point culminant d'un important processus de lutte et de remise en question de la « mondialisation » et de la politique impériale et belliciste nord-américaine, qui s'est accentuée sous le mandat de George Bush fils.

Ce ne fut cependant pas suffisant pour empêcher dix pays d'Amérique latine (en plus du Mexique, déjà membre de l'Accord de libre-échange nord-américain depuis 1994) de signer, entre 2003 et 2008, des accords de libre-échange avec les États-Unis[5], délimitant ainsi sur le plan régional, l'influence gagnée ou gardée par le projet du « néolibéralisme de guerre ».

En revanche, c'est sur base d'un agenda anti-impérialiste et de processus de changement nationaux, que se sont dessinés et revitalisés les projets d'intégration latino-américaine. En 2004, le Venezuela et Cuba posaient les premières pierres de ce qui est aujourd'hui connu comme l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (Alba), tandis que le Mercosur lui-même cherchait tant à se consolider qu'à s'étendre. En définitive, c'est l'alliance de ces deux schémas d'intégration (expressions du

5. Ces dix plus un pays (Chili, Pérou, Colombie, Panama, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Salvador, Costa Rica, République dominicaine et Mexique) représentent 44,5% du PIB des trente-deux pays latino-américains initialement impliqués dans les négociations, selon des données de 2009 (CEPAL, 2009).

« néodéveloppementalisme » et du « changement social » sur le plan des relations internationales) qui a donné vie à l'Union des nations sud-américaines (Unasur), en 2008.

L'Unasur a signifié une importante transformation du système interaméricain, tel qu'il s'était formé au sortir de la seconde guerre mondiale, sous l'hégémonie des États-Unis, avec l'Organisation des États américains (OEA) et le Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR), et il a rempli un rôle de premier plan pour contrer les aspects les plus provocateurs de l'offensive états-unienne. Toutefois, les différences entre les gouvernements, les projets, la volonté de recréer un schéma multilatéral sur le terrain international et les stratégies de leadership régional (en particulier du Brésil, qualifié de puissance « subimpérialiste ») ont compliqué le développement d'une politique réellement anti-impérialiste et d'une intégration basée sur les peuples[6].

Pareilles difficultés se sont également manifestées avec les projets *Telesur* (2005) et Banque du Sud (2007), ce qui est particulièrement regrettable aujourd'hui face aux défis posés par la crise internationale et son impact potentiel sur la région. Dans ce contexte, l'Alba, en tant que projet d'intégration basée sur la réciprocité, la complémentarité, la coopération et non restreinte au commerce de biens ni aux accords interétatiques, constitue l'expérience d'intégration transformatrice la plus avancée[7].

Ce n'est pas par hasard si la nouvelle campagne régionale soutenue par les États-Unis à partir de 2009 a débuté lors du renversement du gouvernement hondurien qui avait décidé d'intégrer l'Alba l'année d'avant. Comme nous l'avons déjà mentionné, ce fait a été l'un des premiers signaux d'une offensive restauratrice sur le continent et du tragique début d'une nouvelle ère de confrontation sociopolitique sur la scène régionale. À cette fin, et dans le but de consolider le contrôle territorial et de circonscrire Cuba et le Venezuela, les États-Unis ont aussi entrepris, dès 2009, d'accélérer leur redéploiement militaire en Amérique centrale, aux Caraïbes et au nord de l'Amérique du Sud.

---

6. La prochaine constitution annoncée de la Communauté d'États d'Amérique latine et de la Caraïbe (Celac) est fondamentale pour l'élaboration d'un système interaméricain sans les États-Unis ni le Canada, mais devra également faire face aux mêmes écueils.

7. L'Alba compte actuellement huit membres, le Honduras s'étant retiré après le coup d'État militaire : Antigua-et-Barbuda, Bolivie, Cuba, Équateur, Dominique, Nicaragua, Venezuela et Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

Ils ont par ailleurs soutenu ou initié divers processus de déstabilisation ou de destitution en Bolivie (2008) et en Équateur (2010) et, de manière plus discrète, au Paraguay (2009 et 2010) et au Guatemala (2009). Toutefois, cet aspect militaire ne saurait résumer l'offensive états-unienne dans la région. Il ne faut pas perdre de vue que, à la fin de l'année 2007, une partie des républicains conservateurs et des démocrates « clintoniens » s'accordaient à dire qu'il était nécessaire, pour récupérer l'initiative perdue sur le continent et neutraliser le rejet que suscitait le gouvernement Bush, de recourir à un « pouvoir intelligent » (« *smart power* ») qui, en substitution de la « guerre contre la terreur », ferait aussi bien appel à la diplomatie qu'au commerce, à l'aide au développement, à la coopération et à un plus grand multilatéralisme qui rendrait aux États-Unis un certain leadership moral, et plus seulement militaire (Nye, 2008). Cette stratégie pouvait difficilement trouver un meilleur visage que celui d'Obama.

Reste que, dix ans après la première édition du Forum social mondial, l'« Articulation continentale des mouvements sociaux avec l'Alba », premier pas initié en janvier 2009 dans le cadre du 9e Forum social mondial à Belém au Brésil, par le Mouvement des travailleurs ruraux sans-terre et d'autres organisations paysannes, territoriales et féministes du continent, demeure l'une des initiatives en cours les plus importantes[8] dans la nouvelle conjoncture régionale. Elle contribue à renforcer les convergences entre les luttes et à construire des projets de long terme pour répondre aux défis que pose l'offensive conservatrice.

« Centralité » des luttes pour les biens naturels communs

La croissance économique repartie à la hausse en Amérique latine à partir de 2003 a accentué dramatiquement les conséquences du modèle d'accumulation par dépossession de ces « biens communs » que constituent les ressources naturelles. L'augmentation des prix des matières premières s'est traduite par un développement des secteurs exportateurs et de leur poids sociopolitique. Ainsi, bien que la région ait paru échapper à l'impact récessif de la crise, celle-ci s'est exprimée au travers de la consolidation et de

8. À côté d'autres campagnes continentales, comme l'« Accord des peuples » contre le changement climatique (Cochabamba, 2010) et la coalition « Non aux bases militaires (états-uniennes) » lancée fin 2009.

l'approfondissement du modèle primaire extractif et agro-exportateur. Dans la foulée, une série d'initiatives visant à accentuer la privatisation et la marchandisation de ces biens[9] (GEAL, 2011) a donné une force nouvelle à l'offensive des secteurs conservateurs.

Parallèlement, dans un grand nombre de nos pays, la lutte sociale et les conflits sociopolitiques autour de ces biens naturels se sont intensifiés : soit par une remise en question de la destruction environnementale, des privatisations et de la marchandisation ; soit à travers un conflit pour la distribution des bénéfices énormes dérivés de l'exploitation ; soit dans le projet politique de transformation de la propriété et de sa gestion ; soit dans la remise en question du développementalisme et des projets de recolonisation du continent. Les biens communs sont au centre de toutes ces confrontations.

Ces luttes, qui rassemblent différents sujets sociaux, n'ont pas nécessairement su ou pu s'articuler, face à leurs propres limites et aux puissantes stratégies de neutralisation de leur potentiel sociopolitique (Seoane, 2011). Cela étant, dans le contexte adverse qu'affrontent encore les mouvements populaires dans beaucoup de nos pays, les chemins de construction d'un projet populaire de changement social sont plus que jamais étroitement liés aux alternatives relatives à l'utilisation et à la gestion des biens naturels communs.

Une question similaire se pose au niveau international, dans la lutte contre les véritables responsables des changements climatiques qui modifient, à coups de catastrophes et d'« épisodes extrêmes », la vie sur la planète, tout en la menaçant d'extinction. Le slogan qu'ont récemment adopté nombre des mouvements et des organisations qui se mobilisent pour trouver une réponse efficace à la crise climatique nous revient alors avec une grande netteté : « *changeons le capitalisme, pas le climat* ».

Les mouvements sociaux et les peuples d'Amérique et du monde affrontent certainement une crise de grande ampleur dont

---

9. Parmi les nombreux exemples : au Pérou, décrets présidentiels de privatisation de l'Amazonie et de développement du modèle minier (soulèvement indigène de 2009, massacre de Bagua, criminalisation des mouvements) ; au Mexique, nouvelles tentatives présidentielles de privatisation de la société pétrolière d'État Pemex, fermeture de la deuxième plus grande compagnie nationale d'électricité en 2009 ; en Colombie, croissance exponentielle des concessions minières ; au Chili, projets de barrages dans le sud et et intention de privatiser la société nationale de cuivre, Codelco ; au Brésil, processus de « contre-réforme agraire » entamé en 2009 par la légalisation de l'appropriation privée en Amazonie (dont le déboisement a augmenté en 2010 de presque 150 %) et approbation d'un code forestier qui va dans le même sens.

les différents aspects (économique, environnemental, alimentaire, énergétique, militaire) tiennent de la crise de civilisation (Lander, 2010). La décennie s'est terminée, avec ses espoirs et ses difficultés, avec ses nouveaux et ses vieux défis. Nous avons essayé d'apporter quelques éléments de réflexion à ce sujet qui permettront de tirer un bilan de fond, dont dépend la pensée critique. Les horizons émancipateurs apparus, examinés, explorés au long de ces plus de dix années de luttes et d'organisation des secteurs populaires latino-américains fournissent une boussole stratégique face aux défis auxquels il nous reste à faire face.

Traduction de l'espagnol : Nicolas Thommes

Bibliographie

Boron A. (2010), « La coyuntura geopolítica de América Latina y el Caribe en 2010 », *Cuba Debate*.

CEPAL (2009), Anuario estadístico de América Latina y el Caribe.

Fukuyama F. (2004), *La construcción del Estado. Hacia un nuevo orden mundial en el siglo XXI*, Barcelona, Ediciones B.

GEAL (2011), « América Latina : presente y perspectivas para las luchas de nuestros pueblos », mimeo.

González Casanova P. (2002), « Democracia, liberación y socialismo : tres alternativas en una », *OSAL*, n° 8, Buenos Aires, Clacso.

Gramsci A. (1981), *Cuadernos de la Cárcel*, México, Ediciones Era.

Katz C. (2010), *Elementos para una lectura crítica de América Latina*, Bogotá, Espacio crítico.

Klein N. (2007), *La doctrina del shock : el auge del capitalismo de desastre*, Buenos Aires, Paidós.

Lander E. (2010), « Estamos viviendo una profunda crisis civilizatoria », Transnacional Institute, www.tni.org/.

Marini R. M. (1977), « La acumulación capitalista mundial y el subimperialismo », *Cuadernos Políticos,* n° 12, México, Ediciones Era.

Martínez O. (2003), « ALCA : el convite de la Roma americana », *OSAL*, n° 11, Buenos Aires, Clacso.

Murillo S. (2007), *Colonizar el dolor*, Buenos Aires, Clacso.

Nye J. (2008), « EE UU : cómo recuperar el poder inteligente », *El País*, 2 janvier.

Quijano A. (2004), « El laberinto de América Latina ¿hay otras salidas ? », *OSAL*, n° 13, Buenos Aires, lacso.

Seoane J. (2008), « Los movimientos sociales y el debate sobre el Estado y la democracia en América Latina », in Moreno O. (dir.), *Pensamiento contemporáneo. Principales debates políticos del siglo XX*, Buenos Aires, Teseo.

Seoane J., Taddei E. et Algranati C. (2008), « El concepto "movimiento social" a la luz de los debates y la experiencia latinoamericana recientes », in González Casanova P. (dir.), *Conceptos y fenómenos fundamentales de nuestro tiempo*, México, Unam.

Seoane J., Taddei E. et Algranati C. (2010), *Recolonización, bienes comunes de la naturaleza y alternativas desde los pueblos*, Rio de Janeiro, Ibase.

Seoane J. (2011), « Argentina y América Latina. La disputa por los bienes comunes naturales : significación, experiencias de lucha y estrategias de neutralización política », Cetri, www.cetri.be/.

Svampa M. (2008), *Cambio de época*, Buenos Aires, Siglo XXI.

Zibechi R. (2010), *América Latina : Contrainsurgencia y pobreza*, Bogotá, Desde abajo.